



VILLE DE SEYSSINS

## ARRETE

N° 75 / 2024

**Objet : Entreprise BATI CONCEPT AVENIR – Dérogation de tonnage -circulation d'un camion PTAC de 22 tonnes dans le cadre de la réalisation de fondations et d'un mur de soutènement, 211 avenue de Grenoble à Seyssins, du 13 mai au 12 juin 2024.**

Je soussigné, Fabrice HUGELE, Maire de la ville de Seyssins,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2212-2 ainsi que L.2213-1 à L.2213-6,

Vu l'article R.610-5 du Code Pénal,

Vu le Code de la Route et notamment son article L.411-1, R.417-10, L.325-1 à L.325-15 et R.325-1 à R.325-52,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

Considérant la demande reçue le 7 mai 2024 par laquelle l'entreprise BATI CONCEPT AVENIR sise 3 allée Jean Philippe Rameau 38130 ECHIROLLES, sollicite l'autorisation de faire circuler un camion PTAC de 22 tonnes, dans le cadre de la réalisation de fondations et d'un mur de soutènement, 211 avenue de Grenoble à Seyssins,

Considérant l'autorisation favorable de dérogation de tonnage de Grenoble Alpes Métropole en date du 22 avril 2024,

Attendu la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement à Seyssins, dans l'intérêt de la sécurité publique,

## ARRETE

### Article 1 : Autorisation

L'entreprise BATI CONCEPT AVENIR est autorisée à faire circuler un camion PTAC de 22 tonnes, dans le cadre de la réalisation de fondations et d'un mur de soutènement, 211 avenue de Grenoble à Seyssins, dans le respect des prescriptions administratives et techniques prévue par le présent arrêté.

### Article 2 : Durée

La présente autorisation est consentie pour la période du 13 mai au 12 juin 2024.

**Article 3** : Prescriptions techniques particulières

- a) Le PTAC du véhicule sera limité à 22 tonnes.
- b) Le véhicule devra emprunter l'itinéraire proposé.
- c) L'accès aux riverains sera maintenu pendant toute la durée des travaux.
- d) La vitesse de circulation sera limitée à 30km/h.
- e) En cas de nécessité ; la signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise.

**Article 4** : Signalisation

Les signalisations réglementaires conformes aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation (Livre I – 8ème partie) seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise chargée des travaux, sous contrôle des services techniques de la mairie de Seyssins.

L'arrêté sera affiché sur le chantier.

**Article 5** : Fourrière

En cas de nécessité de pose de panneaux d'interdiction de stationner, le permissionnaire devra en faire la mise en place 48 heures avant le début des travaux.

**Article 6** : Responsabilité

En cas de dégradations résultant des travaux de l'entreprise ou de difficultés constatées vis-à-vis des usagers, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de procéder sans délai à toute remise en état du domaine public ou modification de ses installations.

**Article 7** : Publicité

La présente autorisation sera notifiée au permissionnaire et publiée conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 8** : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télerecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant Le Maire de Seyssins. Cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

**Article 9** : Exécution

Le directeur général des services de la commune de Seyssins, les services municipaux, la gendarmerie de Seyssinet-Pariset, la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à l'entreprise BATI CONCEPT AVENIR.

En mairie, le 7 mai 2024

Pour le Maire, par délégation  
Le Directeur Général des Services  
Bruno JACQUIER

Le Maire,  
  
Fabrice HUGELÉ

Certifié exécutoire par le Maire.  
Compte-tenu de l'affichage le : 07/05/2024